FONDE EN 1891

LE NUMERO 15 CENTIMES

L'Egalité

Edition du "REVEIL DU NORD" Lille

Dimanche 11 Mai 1924

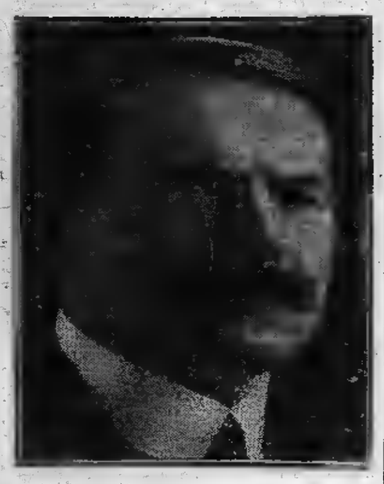
LE NUMERO 15 CENTIMES

Bureaux : 39, Rue Pauvrée, ROUBAIX et 2, Place de l'Hôtel-de-Ville, TOURCOING

Impressions de Campagne électorale

Une conversation avec M. Danie'-Vincent

Un observateur spirituel comme M. Daniel-Vincent, est la proie rêvée du journaliste qui cherche des « impressions de campagne électorale ». Nous l'avons trouvé, lassé mais toujours prêt à l'action, au sortir d'une réunion de la Fédération Républicaine du Nord où le Ministre du Travail a, une fois de plus, charmé et enflammé un auditoire toujours nombreux pour l'entendre.



M. DANIEL-VINCENT
MINISTRE DU TRAVAIL

— Vos impressions sur la campagne électorale dans le Nord ? lui demandons-nous.

— Mais la situation est excellente pour nous. Permettez-moi de vous en donner l'assurance. Nous venons des Flandres, qui nous ont ménagé le plus cordial accueil. Nous avons visité tous les arrondissements, que sais-je ? il me serait difficile de vous dire notre gratitude pour tous les militants dont nous avons senti autour de nous la conviction et l'élan.

— Mais toutes ces listes...

— Ah ! c'est le printemps !... Mais ce sont déjà des feuilles d'automne. Elles roulent sous le vent du mépris public. La première élucubration qui unissait à la moitié de notre liste une moitié de la liste socialiste-unifiée, pour des évictions intéressées, nous en avons connu l'auteur, nous l'avons appelé devant nous, nous l'avons exécuté.

Nous avions été émus, à juste titre, comme l'avaient été les socialistes unifiés. Leur protestation a jailli en même temps que la nôtre.

Mais au signal de cette initiative, d'autres ont suivi. Et maintenant, c'est toute une floraison. Les produits d'imaginations en mal de combinaisons hétérogènes se multiplient. Mais ces produits se neutralisent les uns par les autres, comme les microbes se détruisent dans un organisme sain — et personne n'y prend plus garde.

Ce matin, j'ai trouvé une liste mi-socialiste mi-communiste de laquelle sont exclus les députés socialistes sortants. C'est une honte qui s'ajoute à d'autres.

Vous le voyez, aucun parti n'est à l'abri de ces tentatives de division.

— Pourquoi la loi les permet-elle ? — disons-nous.

— Quelle loi ! justes Dieux ! On dirait qu'elle a été conçue non par une Commission présidée par l'honorable et grave Bonnefous, mais au sein d'une Académie de Billard qui a calculé, est-ce consciemment ? — les carambolages les plus imprévus. A quelque chose malheur est bon et le retour à la simplicité, à la clarté, à l'honnêteté du scrutin uninominal s'imposera après cette singulière épreuve.

— Que pensez-vous des résultats ?

— Oh ! oh ! nous répond M. Daniel-Vincent, je ne suis ni prophète, ni mage, ni devin. Je laisse aux sibylles de l'Entente le privilège de prévoir l'avenir. Celle-ci s'assure, par fil spécial avec les divinités gardiennes des urnes, le monopole de la plus forte moyenne. Elle va un peu fort et nous avons, nous, la modestie que donne la force.

L'Entente se bourre le crâne. Laissons-la à ses illusions. C'est une manie inoffensive. Vous verrez que les électeurs marqueront tout ce qu'ils attachent de valeur à notre action à la fois idéale et pratique, qui correspond aux volontés profondes, de notre pays du Nord.

— « Et sur l'usage que vos adversaires de droite font de M. Poincaré ?

M. Daniel-Vincent ne répond pas d'abord. Il fume lentement sa cigarette. Puis, il nous dit simplement ces mots : « Quand M. Poincaré a eu besoin de collaborateurs, à une heure qu'il jugeait difficile, est-ce que c'est, dans la liste de l'Entente qu'il les a choisis ?

Et M. Daniel-Vincent se tait à nouveau.

— Voyez-vous, ajoute-t-il enfin, c'est un abus singulier que de s'emparer d'un homme comme le chef du Gouvernement, de vouloir monopoliser sa politique, les intérêts de la France. Nous le servons, nous servons cette politique, — mais nous manquerions à la grande cause qu'il incarne en en faisant notre domaine. Ce domaine est à tous et nous n'y sommes que des ouvriers de tout cœur et d'entière volonté. La France dépasse tout de même les luttes et les convoitises électorales.

— En somme, demandons-nous, — votre impression ?

— En un mot, comme en cent : CONFIANCE, CONFIANCE, CONFIANCE, dans le succès des républicains que nous sommes, dans le succès de notre cause qui est celle de toutes nos luttes, de toutes nos espérances. Et j'ajoute : — si je le puis, — UN ORDRE DE CONSCIENCE, aux républicains : *Qu'ils votent sans rature, sans panachage, pour les 24 candidats de la F. R. N. !*

Que chacun respecte son parti, honnêtement, en votant pour les seules listes officielles déposées dans les mairies. La République doit être le régime de la propreté ! »

OPINIONS REPUBLICAINES

Le sens social de notre action

Entre le parti de ceux qui trouvent que tout est pour le mieux parce que leur situation personnelle leur permet de juger le monde sous ce jour favorable, et le parti de ceux qui pensent et qui proclament qu'aucune de nos institutions n'est satisfaisante, il y a place heureusement pour tous les Républicains qui veulent vraiment la réalisation de réformes susceptibles d'améliorer la condition sociale des travailleurs, et par travailleurs, j'entends l'innombrable légion de tous ceux qui ont besoin pour vivre du salaire qui correspond au travail de chaque jour.

Ce sera l'honneur de la troisième République d'avoir permis à tous les Français, grâce à la diffusion de l'enseignement public, de prendre conscience des devoirs et des droits de chacun vis-à-vis de la collectivité.

C'est un moment critique que notre démocratie connaît actuellement et c'est pourquoi les élections législatives de 1924 auront une influence déterminante non seulement sur l'avenir du pays, mais aussi sur le sort du régime. A tout prix, il faut que les réformes sociales telles, que la loi sur les assurances sociales dont notre éminent collègue, M. Daniel-Vincent, s'est fait l'ardent propagandiste, aboutissent. Dans la prochaine législature, il faut que le travailleur qui vote comprenne l'importance particulière de son devoir civique dans les temps troublés où nous vivons.

La République va connaître une sorte de crise de croissance ; il faut que tous ceux qui l'aiment et la servent, que tous ceux qui se proclament les disciples des fondateurs comme Gambetta et Jules Ferry, se groupent serrés sous l'égide de la Fédération républicaine pour assurer par leur cohésion l'effort définitif qui permettra à la France, par une politique résolument démocratique, de conserver dans le monde le rang que lui reconnaît l'universalité des nations ; Que les Républicains prennent donc l'engagement *d'aboutir*. De deux choses l'une, en effet, ou les réformes sociales qui nous sont particulièrement chères seront à bref délai une réalité, ou les travailleurs de France, excédés par une politique d'inaction, rendront le régime responsable de l'inertie gouvernementale, et ce serait alors le plus grand danger que puisse courir la République.

C'est l'honneur de la Municipalité de Tourcoing de s'être courageusement engagée dans la voie des assurances sociales et d'avoir ainsi la première, marqué la route aux grandes villes de France.

La tâche de la République est toute tracée avec la bonne volonté de tous les citoyens dignes de ce nom ; l'œuvre à remplir qui est immense peut être commencée tout de suite et aboutir à bref délai ; tel est l'idéal que nous poursuivons avec une énergie calme et tenace, parce que nous savons que de ces réalisations dépend l'avenir de la République et la prospérité de la Nation elle-même.

Docteur LEDUC,
Conseiller général du Nord,
Maire de Tourcoing.

OPINIONS SOCIALISTES

Revanche des Fonctionnaires

S'il est dans le pays une classe sociale qui ait singulièrement souffert de la désinvolture avec laquelle le Bloc National a traité ses plus légitimes revendications, c'est assurément celle des fonctionnaires. Après avoir vu augmenter leur traitement en 1920 dans une mesure qui ne correspondait en moyenne que particulièrement à l'augmentation du coût de la vie, ils ont vu ce même traitement demeurer rigoureusement stationnaire pendant quatre ans, alors pourtant que l'indice des prix de gros et de détail progressait avec une rapidité qui n'était rien moins que catastrophique. Sous prétexte qu'il fallait équilibrer le budget, Poincaré et ses acolytes ont répondu tout net aux revendications des fonctionnaires, pourtant assises sur les données les plus certaines et inspirées par un désir de transaction dont on ne leur sut aucun gré, qu'il ne fallait rien attendre d'eux, même au cas où la hausse se serait encore accentuée. Une maigre augmentation des indemnités pour charges de famille et de résidence, voilà tout ce qui a été accordé !

Les fonctionnaires savent aujourd'hui que, pour éviter à tout prix de frapper d'impôts la fortune acquise et le capital on a décidé de faire servir à l'équilibre du budget les augmentations de traitement qui leur étaient légitimement dues en raison de la cherté croissante de la vie. On les a dupés proprement et ceux qui rient de cette histoire, qui rient à gorge déployée car la haute bourgeoisie déteste cordialement les fonctionnaires, ce sont tous les profiteurs de guerre et trafiquants de tout poil et de toute couleur qui ont placé leurs économies en bons de la Défense jusqu'à concurrence de 75 milliards, et qui n'auront plus à payer ni impôt cédulaire ni impôt global sur le revenu ! Ceux qui rient, ce sont les tenants de la haute et de la basse pègre de la finance cosmopolite et de la spéculation, qui manœuvrent à l'abri de la toute puissance du Bloc National, et sèment froidement la panique en jouant la baisse du francs, à l'heure précise où tant de gens modestes se demandent avec angoisse s'ils arriveront avec leur traitement de famine, à nourrir leur famille pendant les derniers jours de ce mois.

Les fonctionnaires qui se souviendront sauront prendre leur revanche. Toute peine mérite salaire : ils donneront à ceux qui les ont bernés le salaire qu'ils méritent. A ceux qui ont été au cours de ces derniers temps, jusqu'à leur refuser même la liberté d'opinion et de pensée, ils diront une bonne fois leur dégoût et feront justice ! Ce jour-là, ils seront avec nous !

E. COUTEAUX,
Député du Nord.

LE TEMPS D'AUJOURD'HUI

Sans grand changement. Ciel très nuageux Quelques pluies locales. Eclaircies et faibles ondées. Température minimum 5°.

Le terrible accident de Sainte-Marie-Cappel

L'UNE DES VOITURES ROULAIT A 90 KIL. A L'HEURE AU MOMENT DE LA COLLISION QUI FIT SEPT VICTIMES

Nous annoncions hier qu'une terrible collision d'automobiles s'était produite dans la soirée du 8 mai, vers 20 h. 30, à Sainte-Marie-Cappel, non loin de Cassel. La nouvelle a provoqué, et surtout dans la région d'Hazebrouck, l'émoi qu'on imagine. Quatre tués, trois blessés, voilà certes un bilan qui n'est rien moins qu'effrayant.

LE TERRIBLE CHOC

Or donc, jeudi soir, une puissante voiture 28 HP, marque « Lancia » de construction italienne venait de Dunkerque vers Lille, par la route Nationale que l'on connaît et transportait MM. John Nelson, 57 ans, né à Donaghedec (Irlande), naturalisé américain, directeur d'usine, célibataire, et John Moulder, 34 ans, né à Targo-d'Akotero (Amérique du Nord), sous-directeur d'usine, également célibataire.

L'auto était pilotée par M. Anderson, ingénieur 20, boulevard des Ecoles à Lille, son propriétaire, à la Société des Produits du maïs, à Haubourdin.

Les automobilistes venaient de traverser Cassel, à une vitesse que tout le monde s'accorde à dire excessive et d'une imprudence flagrante, évaluée par beaucoup à 90 kilomètres à l'heure.

Au bas de la descente de Cassel, au lieu dit le Grand Bruxelles à 2 km 600 environ de Cassel, existe un virage, à gauche pour les automobilistes venant de Dunkerque.

Le virage est au niveau de Sainte-Marie-Cappel, village situé à droite, sans qu'il soit brusque, on conçoit qu'il est difficile à prendre à une telle allure, et le virage au frein n'est pas une solution pour des voitures de tourisme. Toujours est-il que le chauffeur de la Lancia, pour ne pas aller se jeter sur la ligne d'arbres qui borde la route braqua violemment sur sa gauche.

A quelques cinquante mètres du tournant, l'auto entra en collision avec une autre voiture, de marque Voisin, qui remontait vers Cassel, et la tamponna, en l'agrippant au milieu du chassis.

La Voisin était conduite par M. Roger Durand, fils du maître-verrier d'Arques.

Le jeune homme âgé de 20 ans, devait partir incessamment sous les drapeaux. Il emmenait avec lui Mlle Jeanne Oberne, âgée de 20 ans également, et, à l'arrière, Mme Oberne, mère, dont le mari est directeur d'une filature de jute à Arques et Mlle Gabrielle Oberne, âgée de 13 ans.

Le choc fut d'une extrême violence. Les deux voitures firent un demi-tour complet, la Lancia s'arrêtant, après avoir fait panache, à une vingtaine de mètres plus loin, face à Cassel, du côté droit de la route.

UNE VOITURE EN FEU, UN CORPS CARBONISÉ

Il est vraisemblable que Mme Oberne et ses deux filles ont été tuées sur le coup. Mais, en outre, le moteur de la voiture Voisin éclata et la voiture prit feu. Le corps de Mlle Jeanne Oberne, pris sous l'auto, fut complètement carbonisé.

M. Durand fils vécut encore quelques instants.

Les occupants de la Lancia furent grièvement blessés, et transportés bientôt en divers endroits, les secours ne tardant pas à s'organiser.

LES SECOURS

Ils furent organisés par des personnes de passage, et des agriculteurs qui travaillaient aux champs, aux abords de la route. MM. Pauwels, ouvrier agricole, Romain Dehelle, Aimé Deraete et Desmullié, ce dernier, le principal témoin de la catasttrophe, s'empressèrent à dégager les victimes.

Ils déposèrent les corps sur les bas côtés de la route. La «Voisin» flambant, il leur fut impossible de retirer le corps de Mlle Jeanne Oberne.

M. Durand fils fut relevé, respirant à peine, eut encore la force de demander ce qu'étaient devenus ses compagnons de voyage, et expirait peu de temps après.

L'incendie de la « Voisin » éteint, on put enfin dégager les restes carbonisés de Mlle Jeanne Oberne.

Les passagers de la « Lancia » étaient grièvement blessés. Le docteur Hem, de Cassel, mandé à la hâte, accourut leur prodiguer ses soins.

M. Nelson, qui est le plus gravement atteint, porte à l'abdomen, au thorax et sur tout le corps, des blessures profondes, compliquées certainement de lésions internes. Lésions internes également et contusions du thorax, à M. Moulder. M. Anderson est le moins blessé. Il est atteint à la tête et une oreille est complètement décollée.

M. Anderson fut déposé à l'Hôtel du Sauvage, à Cassel. MM. Nelson et Moulder furent de toute urgence, transportés à l'infirmerie de Saint-Omer.

M. Nelson ne survivra sans doute pas à ses horribles blessures.

LUGUBRE SPECTACLE

Les morts gisaient sur le bord de la route. On s'en fut prévenir M. Decuyper, maire de la commune de Sainte-Marie-Cappel.

Le Maire s'empressa de faire transporter les cadavres à l'école des garçons. M. Sohier, habitant du « Grand Bruxelles » mit sa voiture, à disposition avec beaucoup de dévouement.

La salle mortuaire de fortune, offrait un spectacle tragique de corps affreusement mutilés. Mlle Jeanne Oberne est méconnaissable.

Ce furent, dans la nuit, des scènes affreuses. M. Durand père, arrivait à 1 h. 30 du matin, près du cadavre de son fils. M. Oberne n'a pu rejoindre Sainte-Marie-Cappel qu'à cinq heures du matin. On conçoit l'état de prostration des pères infortunés.

Les victimes ont été transportées, dans la journée d'hier, à Arques.

L'ENQUÊTE

La gendarmerie de Cassel avait été prévenue peu de temps après l'accident, et elle arrivait sur les lieux, jeudi soir, un peu avant 21 heures.

Le Parquet d'Hazebrouck, M. Rousseau, Procureur de la République et Le Friec, juge d'instruction, firent également dans la soirée de jeudi une enquête rapide sur les lieux où ils étaient présents à 23 heures. Les personnalités sont descendues de nouveau hier, à Sainte-Marie-Cappel, à onze heures, et ont recueilli, avec le rapport des gendarmes, les dépositions des principaux témoins.

Il est établi d'une manière quasi indubitable que la vitesse de la « Lancia » était exagérée. Au surplus, l'état de ses occupants apparait suspect. La gendarmerie a saisi une bouteille de wisky, retrouvée sous la banquette de la voiture et entamée au quart.

Quant à l'état des voitures, qui n'offre évidemment, dans de telles conjonctures, qu'un intérêt secondaire, il se conçoit. Il ne reste plus de la « Voisin » que la carcasse métallique, tordue par le choc. La carrosserie et tous les accessoires qui peuvent être consumés, ont été la proie des flammes.

La « Lancia », par contre, a résisté et n'a guère que l'avant défoncé et la direction faussée.

LE CAS DE M. ANDERSON

Il ne s'agit point ici de qualifier la conduite des automobilistes, sujets étrangers.

Signalons seulement que M. Anderson qui avait acheté sa puissante voiture il y a peu de temps, s'est en même temps assuré, par une police : risques aux tiers pour la somme importante de 500.000 francs.

L'IMPRESSION A ARQUES

Un de nos correspondants particuliers s'étant rendu à Arques, vendredi matin, en a rapporté une impression de tristesse inexprimable.

Une véritable consternation se manifeste dans la petite ville où étaient dimiciliées les quatre infortunées victimes de la catastrophe.

La terrifiante nouvelle y fut connue dans la nuit.

Le directeur de la Cristallerie, M. Siot, et le sous-directeur, M. Pacot, avertis les premiers, se rendirent immédiatement chez leur patron, M. Georges Durand, dont la demeure est située sur la route de Saint Omer. Tous trois prirent place sur une automobile et gagnèrent Cassel.

La famille Oberne fut avertie, elle aussi, mais un peu plus tard, par une communication téléphonique, lorsque l'identité des trois dames eut été révélée.

M. Oberne, se rendit également à Cassel, et vit l'épouvantable spectacle et l'étendue de son infortune. On devine son immense douleur.

M. Oberne et Mme, née Berthe Décock, habitent à Arques, près de la filature de jute, où le mari est directeur depuis une quinzaine d'années. Ils avaient cinq filles, Marie-Louise, 22 ans ; Berthe, 19 ans ; Jeanne 17 ans ; Gabrielle, 13 ans et Christiane, âgée de 6 ans.

Quant à M. Georges Durand, il avait trois fils. L'aîné, qui vient de trouver la mort, faisait partie de la classe 1925 et devait dans quelques jours, rejoindre son corps à Lille. Par sa mère, Roger Durand était le petit fils de M. Vasseur-Martin, ancien conseiller général du Pas-de-Calais.

Les funérailles du jeune homme et celles de Mme Oberne et de ses deux filles auront lieu à Arques, probablement lundi matin.

24 RUGBYMEN VICTIMES DE VOLEURS A COLOMBES

Paris, 9. — L'équipe américaine de Rugby qui doit disputer après-demain un match du tournoi olympique contre l'équipe Roumanie s'entraînait hier après midi au Stade Olympique de Colombes.

Ils étaient 24 joueurs qui avaient laissé vêtements, valises, portefeuilles montres, bijoux au vestiaire.

A leur retour, ô stupéfaction, ils s'aperçurent que tous les vestons tous les gilets, tous les pantalons avaient été visités, que portefeuilles et valeurs avaient disparu et qu'ils avaient été volés de plus de 20.000 francs.

Le plus éprouvé fut le trois-quart Cinningham auquel il manquait 3.000 fr. en espèces et 3.000 fr. de bijoux.

Après lui O'Neill perdait 900 fr.

Par un oubli invraisemblable, le vestiaire habituellement fermé à clef par le gardien, ne l'avait pas été.

Après l'entraînement, à leur retour les joueurs avaient vu sortir de ce vestiaire un jeune homme de 18 à 19 ans, amputé du bras gauche.

Ils lui demandèrent ce qu'il faisait là.

L'autre répondit par un geste qu'il ne comprenait pas et s'éloigna.

PAS D'ARBITRAGE POUR LE CONFLIT GERMANO-RUSSE

Moscou, 9. — On annonce que contrairement à ce qu'ont affirmé les journaux officieux de Berlin, les Soviets refusent de soumettre à un arbitrage, le conflit germano-russe.

Changement de décor

— Mon p'tit Poincaré, j'en ai marre de la tapisserie bleu-horizon, puisque c'est toi qui t'occupes d'emménager notre nouvelle Chambre, tache de m'y coller, cette fois, une tapisserie rouge.

Le Franc a encore baissé hier

La livre a côté. 74,10
Le Dollar..... 16,93

A quoi sert donc le double décime ?

Nous avons signalé hier la baisse anormale du franc français en bourse de Paris : la livre montant, de mercredi à jeudi, de 66.98 à 70.60 et le dollar, de 15.23 à 16.20.

Cette nouvelle chute inquiétante de notre franc s'est poursuivie vendredi, où la livre a atteint 74,10 et le dollar 16,93.

Il s'agit maintenant d'une nouvelle offensive menée par la spéculation internationale, espérons que ses effets ne tarderont pas à être jugulés.

UNE MANŒUVRE ALLEMANDE

Après enquête dans les milieux compétents, on peut affirmer que l'impression qui se dégage de ces consultations c'est que, sans rien exagérer, une manœuvre allemande est à l'origine de cette nouvelle effervescence. En effet, de grandes quantités de francs ont été jetés, par Amsterdam, par la Suisse, par Vienne, par Francfort, sur le marché.

Il s'agit, pour les gros industriels allemands, de marquer lourdement l'avantage obtenu par les nationalistes pour amener une panique en France à l'avant-veille de nos élections.

UN EFFET DU RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DU REICH

Il est certain d'autre part, que le résultat des élections allemandes et les craintes légitimes qu'elles suscitent pour le règlement des réparations ont influencé un certain nombre de commerçants et industriels français.

Jusque dans ces derniers jours, ils ne se mun saient que de la quantité indispensable de devises dont ils avaient besoin pour leurs transactions, dans l'espoir d'une amélioration encore plus sensible de notre propre devise. L'Etat lui-même avait besoin pour ses paiement d'acheter des livres et des dollars.

Mais le résultat des élections allemandes, la crainte de l'avènement à Berlin d'un cabinet von Bulow, ont déterminé, par choc en retour, un achat plus considérable de devises étrangères en prévision de leur hausse éventuelle.

Comme des moutons de Panurge, d'autres ont acheté, acheté, de sorte que la contre-partie n'a pu s'exercer utilement.

POURTANT NOTRE SITUATION FINANCIÈRE S'AMÉLIORE

Paris, 9. — Le recouvrement des impôts indirects et les monopoles fiscaux pendant le mois d'avril 1924 s'est élevé à 1.870.907.000 francs, dépassant de 291.759.500 francs les recouvrements effectués pendant le mois correspondant de l'année 1923.

Pour les quatre premiers mois de l'année en cours, les recouvrements ont dépassé de 1.220.726.000 francs les évaluations et de 1 milliard 366.708.00 francs les recouvrements des quatre mois correspondants de 1923.

La loi du 22 mars 1924, qui a augmenté le tarif des divers impôts ne suffirait pas, à elle seule, à expliquer ces résultats, puisque les évaluations faites en tenant compte des majorations des tarifs sont très largemen dépassées.

Il faut donc en grande partie les attribuer à la situation économique générale du pays.

Rappelons en outre, que l'Etat vient de rembourser 200 millions à la Banque de France et que la circulation fiduciaire a diminué dans notre pays, de 91 millions depuis huit jours.

DU SANG AU MAROC

UNE OFFENSIVE DE 5.000 ESPAGNOLS

Madrid, 9. — Mercredi matin, le général Marzo, commandant général de la zone de Melilla, apprenait que d'importantes concentrations ennemies étaient signalées aux environs de la position de Beni-Besana. Une opération était aussitôt décidée et un dur combat s'engagea, qui ne prit fin qu'à la chute du jour.

Les riffains avaient reçu d'importants renforts, ce qui obligea les Espagnols à faire appel à leurs réserves. Trois bataillons d'infanterie de la métropole, trois bataillons de la légion étrangère, plusieurs sections d'Ascaris, soutenus par six batteries d'artillerie, soit au total 5.000 hommes, prirent part à l'expédition.

DES BOMBARDEMENTS AÉRIENS, DES TUÉS, DES BLESSÉS

L'offensive s'est poursuivie jusqu'à jeudi soir, avec le concours des escadrilles d'avions qui laissèrent tomber sur les positions ennemies plusieurs tonnes d'explosifs. Les rebelles auraient éprouvé de lourdes pertes. Du côté espagnol on ignore encore le nombre exact des tués et des blessés appartenant à la légion étrangère et aux troupes indigènes, qui eurent à supporter le premier choc. Mais par le chiffre des pertes de troupes de la métropole, on peut juger qu'il doit être élevé. On accuse, au ministère de la guerre, 2 officiers et 3 soldats tués ; 14 officiers et 20 soldats blessés.

Demain Dimanche

nous commencerons la publication de

La Belle des Belles

le délicieux roman de JEAN RAMEAU

UNE MONTRE BREGUET HISTORIQUE DONNÉE AUX ARTS ET MÉTIERS

Paris, 9. — Sir David Salomon qui est de longue date un ami de la France, a fait don au Conservatoire National des Arts et Métiers d'une des pièces les plus remarquables de sa collection.

Il s'agit de la montre due à Breguet, datant de 1783 et qui fut vendue au duc De Praslin, le 11 Termidor an 13.

Elle comporte une double face boîte d'or, gravée d'un côté ; cadran émail blanc, avec calendrier perpétuel ; équation et secondes indépendée d'un côté ; cadran émail blanc, avec calentrès finement ciselé, comportant les phases de la lune.

LES VOLS D'OBJETS D'ARTS DE MONTPELLIER

Montpellier, 9. — Mme Matet, veuve d'un conservateur d'un Musée de Montpellier, victime du vol d'objets d'art qu'on évalue à une centaine de mille francs, a été entendue par M. Baron juge d'instruction.

Elle a déclaré qu'il ne lui était jamais venu la pensée de vendre une partie de sa riche collection.

Elle a reconnu certains dessins, miniatures, etc., saisis chez le professeur Sombeyran et provenant du vol.

Ce dernier a été confronté avec César Bonnet, mais les deux prévenus ont maintenu leurs premières déclarations.

Soubeyran a cependant longuement discuté, un à un, les dires de son co-inculpé et affirmé que la plupart étaient inexacts.

L'ŒUVRE D'UN député-mineur

Grâce à leur admirable organisation, qui doit servir d'exemple à l'ensemble de la classe ouvrière, les travailleurs de la mine ont remporté au cours de cette dernière année, une conquête appréciable, et qui doit leur permettre de vivre leurs vieux jours dans des conditions plus satisfaisantes.

Nous avons demandé à Charles GONIAUX, le vaillant député-mineur, de vouloir bien nous résumer les améliorations obtenues.

« C'est en décembre 1923 nous dit Goniaux, que le Parlement votait définitivement le projet de loi qui avait été examiné par la Chambre des Députés en juillet dernier, et qui devait tendre à l'amélioration des retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs.

CHARLES GONIAUX
DÉPUTÉ DU NORD

Les principales améliorations obtenues peuvent se résumer ainsi : Retraite minimum de 2.000 fr. au lieu de 1.500 francs, retraite proportionnelle améliorée et ne pouvant être inférieure à 600 fr. pour quinze années de mine ; Reversibilité aux veuves d'une pension égale à la moitié de la pension dont le mari était bénéficaire sans plus exiger les trente années de service ; introduction de pensions d'invalidité aux ouvriers et employés atteints d'une incapacité de travail égale au tiers, pourvu qu'ils justifient de deux années de travail ; Gérance de cette dernière disposition par les caisses de secours instituées par la loi du 25 février 1914.

Ce n'est pas encore là nous dit Goniaux, la revendication totale de la Fédération nationale du sous-sol confédérée, mais ces améliorations qui étaient impatiemment attendues par les intéressés, sont susceptibles de modifier favorablement les conditions de vie des vieux travailleurs de la mine et aussi d'aider les veuves, les orphelins, les blessés ». Goniaux a ajouté : « C'est sur les instances du groupe socialiste qu'a été votée la loi du 24 décembre 1923, loi incomplète et imparfaite, sans doute, mais qui est susceptible cependant d'améliorer quelque peu la situation des travailleurs de la mine. Ceux-ci ne s'arrêteront d'ailleurs point, dans leur effort de revendication, ils savent que par leur union, et grâce à la puissance de leurs organisations, ils peuvent espérer demain faire fléchir les égoïsmes. Le succès obtenu ne doit pas nous laisser satisfait, il ne peut être qu'un encouragement à une action toujours plus vigoureuse ».

Ce n'est qu'un chapitre de l'œuvre si importante de Goniaux à la Chambre, mais il montre que son action vigoureuse a toujours été dirigée vers d'utiles réalisations pour le prolétariat minier.

Pour sauver des milliers d'enfants

Le 26 mai prochain, le Conseil général du Nord se prononcera sur l'utilisation du Château de l'Ermitage, à Condé-Bonsecours. Dans ce magnifique domaine des princes de Croy, l'actif et dévoué Conseiller général-Maire de Condé, PIERRE DELCOURT, propose qu'on installe un préventorium, c'est-à-dire une sorte de colonie où pendant les mois d'été les enfants de nos régions industrielles, pourraient revivifier leur

PIERRE DELCOURT
CONSEILLER GÉNÉRAL DU NORD
MAIRE DE CONDÉ

poumons. Cette généreuse pensée essentiellement démocratique, de transformer une demeure princière en centre de protection et de régénération physique de l'enfance, est une des idées les plus chères de notre ami *Delcourt*. Avec son sens pratique et son immense sollicitude pour les populations ouvrières du Nord, auxquelles il a déjà rendu tant de services, Delcourt a mené depuis 1920 une campagne incessante qui va et qui doit aboutir.

La guerre a causé de terribles ravages dans la jeune population de nos cités usinières. Il faut sauver des milliers d'enfants que guette la tuberculose et l'anémie. Grâce à Delcourt et au Conseil général, cette œuvre d'humanité pourra s'accomplir.

C'est un exemple entre cent de l'action efficace menée par l'ami des humbles qu'est Pierre Delcourt. Il s'est donné tout entier à cette tâche d'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Maire de Condé, il a assaini sa ville, il la délivre de sa ceinture de remparts, il édifie des habitations saines et hygiéniques. Demain, au Parlement, son dévouement et sa profonde connaissance des réformes bienfaisantes pour les travailleurs, apporteront un élément utile d'activité.

Pierre Delcourt a sa place marquée parmi les rénovateurs de la vie sociale.